Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

60 | 2017

Louis-Bernard Guyton de Morveau

Louis-Bernard Guyton de Morveau

Directeur de l'École polytechnique (1798-1799, 1800-1804)

Olivier Azzola

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2143>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017

Pagination : 57-79

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Olivier Azzola, « Louis-Bernard Guyton de Morveau », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 60 | 2017, mis en ligne le 26 juillet 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2143>

Louis-Bernard Guyton de Morveau

Directeur de l'École polytechnique (1798-1799, 1800-1804)

Olivier Azzola

Parmi les nombreux postes et les nombreuses fonctions que Guyton a occupés, son activité de directeur de l'École polytechnique a été peu étudiée. La biographie de Georges Bouchard mentionne le fait mais sans s'y attarder¹. Emmanuel Grison lui dédie en revanche une place importante dans son article sur les attaques menées contre l'École polytechnique de 1796 à 1799². Les fonctions de directeur, gouverneur ou commandant de l'École ont d'ailleurs été peu explorées, sauf pour quelques cas plus tardifs³.

Chronologiquement, Guyton se place pourtant dans une période charnière, celle qui débute avec les critiques formulées contre la loi du 30 vendémiaire an IV qui oblige les écoles d'application à recruter à l'École et qui se termine avec la militarisation décidée par Napoléon en 1804, laquelle se traduit tout particulièrement par le remplacement d'un directeur choisi parmi les membres du Conseil des instituteurs par un gouverneur nommé directement par le gouvernement.

Outre la remise en cause régulière de cette loi par le Génie et l'Artillerie sur la question de « privilège » d'accès à ces corps, l'historiographie retient tout particulièrement quelques faits marquants dans cette période marquée par la guerre continue contre les coalitions européennes : les réquisitions en cours de scolarité pour les armées, et l'agitation des élèves dans les théâtres parisiens.

Si l'histoire de l'École est bien connue pour cette période, le rôle de Guyton est mal connu et même évalué négativement par certains acteurs. Quel rôle a-t-il effectivement joué dans cette période ? Comment s'est-il positionné ? Quelle était sa marge de manœuvre ? Il ne s'agit cependant pas ici de revenir sur les nombreuses péripéties – bénéfiques ou non – qui ont touché l'École, mais plutôt de comprendre comment Guyton a envisagé la direction de l'École.

Guyton de Morveau : un directeur parmi les autres ?

Lorsque Guyton prend le poste par intérim de directeur de l'École polytechnique, succédant à Gaspard Monge parti en Egypte, il est le cinquième à occuper ce poste. Lamblardie l'a occupé plus d'un an à sa création (2 août 1794-décembre 1795), Le Camus n'est resté que quelques mois (décembre 1795-mars 1796), tandis que Deshautschamps dirige l'École pendant un an et demi (22 mars 1796-28 octobre 1797) – avant de revenir brièvement du 6 octobre 1798 au 20 janvier 1799 pour remplacer Guyton. Gaspard Monge exerce de manière effective la fonction de directeur entre le 28 octobre 1797 et février 1798, puis du 15 octobre 1799 au 22 décembre 1799. Guyton est donc le premier à occuper le poste dans la durée, sur trois périodes différentes.

1. Georges Bouchard, *Guyton-Morveau : chimiste, conventionnel (1737-1816)*, Paris, Perrin, 1938.

2. Emmanuel Grison « Les premières attaques contre l'École polytechnique (1796-1799). La défense de l'École par Prieur de la Côte d'Or et Guyton de Morveau », *Bulletin de la SABIX*, n° 8, 1991, p. 1-21.

3. Serge Doessant, *Le général André : de l'affaire Dreyfus à l'affaire des fiches*, Paris, Glyphe, 2009, p. 61-72.

Années	Début	Motif	Fin	Motif	Fonction
1798	25 février	Départ de Monge pour l'Égypte	6 octobre	Départ pour Dijon	Directeur par intérim (25/02/1798-15/10/1799)
1799	20 janvier	Retour à Paris	15 octobre	Retour de Monge	
1800-1804	18 janvier 1800	Monge nommé Sénateur	21 juillet 1804	Lacuée Gouverneur	Directeur

Au total Guyton exerce la direction effective de l'École pendant 5 ans et 10 mois.

à plusieurs reprises en tant qu'inspecteur du conseil et président, choisi chaque mois⁷.

Le « profil » de Guyton se rapproche plus de celui de Gaspard Monge que des trois premiers directeurs, ingénieurs des Ponts-et-Chaussées ou du Génie militaire. Lamblardie, ingénieur puis inspecteur général des Ponts-et-Chaussées (travaux civils maritimes) est le directeur de l'École des Ponts-et-Chaussées lorsqu'il devient directeur de l'École centrale des travaux publics. Le Camus, de l'administration des Ponts-et-Chaussées lui aussi, était membre de la Commission des Travaux publics. Deshautschamps, passé par l'École du génie de Mézières, ingénieur du génie militaire, avait été nommé général de brigade en 1792.

La fonction de directeur est modifiée dès la seconde année d'existence de l'École. À compter du 1^{er} février 1796⁴ le directeur devient *président* du Conseil de l'École, véritable direction collégiale de l'École polytechnique. Son mandat est d'un an ; jusqu'alors l'*inspecteur* présidait le Conseil pour un mois après avoir été nommé par les membres du Conseil. L'*Organisation* du 20 mars 1796 précise encore ses fonctions : président du Conseil de l'École composé des instituteurs de l'École, des administrateurs et du secrétaire⁵, le directeur doit être choisi parmi eux et confirmé par le Directoire exécutif⁶. Cette modification correspond à l'arrivée de Deshautschamps comme directeur.

Guyton assiste assez régulièrement aux séances du Conseil depuis la séance du 5 ventôse an 3 (23 février 1795) et l'a présidé

L'alternance Monge/Guyton semble acter la prééminence des scientifiques sur les ingénieurs ce qui correspond apparemment à l'orientation initiée par la loi du 30 vendémiaire an 4 qui donne à l'École la mission d'enseigner la partie *théorique* de la formation de l'ingénieur, la formation *pratique* revenant aux écoles d'application. Cependant lorsque Guyton doit s'absenter, c'est Deshautschamps qui est choisi plutôt qu'un autre instituteur membre du Conseil, malgré l'*Organisation* du 20 mars 1796. L'expérience de la direction de l'établissement prime sur le texte de loi⁸, ce qui semblerait indiquer que dans le choix du directeur l'expérience a joué un rôle plus déterminant que la renommée scientifique. Surtout les trois directeurs qui se succèdent entre 1796 et 1800 se connaissent bien : Guyton avait fait élire Monge à l'Académie de Dijon en 1788. Deshautschamps avait accompagné Guyton et Prieur à l'automne 1792 pour vérifier l'état de la frontière avec la Suisse et, moins d'un mois après sa prise de fonction à l'École polytechnique, Prieur rapportait à Guyton : « Deshautschamps prend ses fonctions à cœur, et je crois qu'il en résultera beaucoup de bien »⁹.

Parmi ces trois directeurs, tous ont un lien privilégié avec Prieur de la Côte d'Or : Deshautschamps l'a connu jeune, dans le cadre de son admission à l'École du Génie de Mézières¹⁰, Monge l'a eu comme élève et Guyton est son parent¹¹ et a lui aussi joué un rôle au moment de l'entrée de Prieur à Mézières.

4. Arrêté du Directoire exécutif du 1^{er} ventôse an IV, Archives de l'École polytechnique (AEP), I 1 (1796).

5. Janis Langins, « Sur la première organisation de l'École polytechnique. Texte de l'arrêté du 6 frimaire an III ». In : *Revue d'histoire des sciences*, tome 33, n° 4, 1980, p. 289-313.

6. Composé alors de Paul Barras, Louis-Marie de La Révellière-Lépeaux, Jean-François Reubell, Philippe-Antoine Merlin de Douai, Nicolas François de Neufchâteau.

7. Arrêté du 6 frimaire an III, articles XXII et XXIII.

8. Même s'il ne s'agit pas d'une nomination officielle puisque Guyton reste directeur par intérim en titre.

9. Prieur à Guyton, Paris, 14 avril 1796 (25 germinal an 4). Papiers Guyton de Morveau, coll. part.

10. Georges Bouchard, *Un organisateur de la victoire : prieur de la Côte d'Or, membre du comité de salut public*, Paris, Clavreuil, 1946, p. 39.

11. Cousin issu du germain par alliance du père de Prieur.

Edmond Dupain, Centenaire de l'École polytechnique (1894). Détail : les fondateurs
© Collections École polytechnique

Le 12 février 1798 un rapport du directeur général de l'Instruction publique au ministre de l'Intérieur indique : « à l'époque où l'École polytechnique va recevoir une nouvelle organisation et peut-être éprouver un déplacement, les fonctions de chef ne peuvent sans danger y demeurer suspendues, et le C^{en} Monge ne peut être plus convenablement suppléé dans ce poste important que par le savant distingué qu'il propose¹² », c'est-à-dire Guyton. Puis, dans un rapport destiné au directoire exécutif pour désigner le successeur de Monge, rédigé par le ministre de l'Intérieur, ce dernier met en avant « ce choix d'un savant également distingué par ses lumières et son civisme, et qui a déjà si bien mérité de l'Instruction publique et de l'École polytechnique en particulier ». Choix scientifique, politique, et expérience de l'Instruction publique et de l'École polytechnique. Mais une qualité supplémentaire décide encore du choix de Guyton pour ce poste.

Le contexte politique général donne toute son importance au poste de directeur, qui à l'évidence est loin d'être une sinécure. Catherine Monge rapporte ainsi à son mari alors en Italie avec Bonaparte les difficultés que rencontre Deshautschamps et pourquoi il est pressenti pour le poste de directeur :

« On veut absolument te faire directeur de l'École, Mr Deshauchamps est venu pour m'en parler. J'étais sortie. Je

me proposais d'aller le voir mais il est presque toujours à Saint-Germain, il est fatigué du poids de sa charge. Il désire ardemment ton retour. Ils prétendent tous que ta présence est nécessaire pour soutenir cet édifice branlant.¹³ »

« J'ai différé jusqu'aujourd'hui à te parler de l'École, tu dois être proposé aujourd'hui au conseil pour être directeur. Tu l'aurois été quintidi dernier, mais on a réfléchi qu'il falloit avant, le proposer au ministre. Le C. Deshautschamps a dû y aller hier, tu sais que (c'est F[rançois] de Neufchâteau qui est ministre de l'Intérieur), B. viendra ce soir me dire le résultat du conseil, cette École a de puissants ennemis. (...) Tout ce qui tient à l'École a le plus grand désir de t'avoir, ils prétendent que tu soutiendra cet Édifice qui a coûté tant d'argent, et qui est prêt à crouler¹⁴ »

L'école est depuis le milieu de l'an 5 en pleine crise, menacée par l'avis du Comité des Fortifications : « on persiste à vouloir te faire Directeur de l'École (...). J'ai rencontré Prier ce matin qui prétend que si tu tardes à revenir l'École tombera tout à fait¹⁵ ». Monge rechigne apparemment à prendre ce poste qui l'empêchera d'achever son travail d'instituteur, sauf si les autres instituteurs membres du Conseil ont la volonté de l'aider :

Catherine Monge © Collections École polytechnique/Fonds Gaspard Monge

12. Cité par Eugène Eschassériaux, *Vie de Monge*, volume III, p. 60. AEP, Cote: IX GM 30.3.

13. AEP, IX GM 6.27 Lettre de Catherine à Gaspard Monge (29 juillet 1797). Nous soulignons.

14. AEP, IX GM 6.30 Lettre de Catherine à Gaspard Monge (5 août 1797). Nous soulignons.

15. AEP, IX GM 3.32 Lettre de Catherine à Gaspard Monge (16 septembre 1797). Nous soulignons.

« Je suis fâché que l'on pense à moi pour la place du Directeur de la pauvre École polytechnique. Indépendamment de ce que je suis moins propre qu'un autre à *des fonctions administratives, et aux démarches qu'exigera du directeur* l'état menaçant dans lequel est l'École. *Cette fonction me prendra du tems*, et m'empêchera d'achever le travail relatif à la partie d'instruction dont j'étais chargé, et qu'il importe de terminer entièrement. Au reste *je ferai de mon mieux, et si mes collègues, comme je l'espère, ont la bonté de m'aider, je pourrai peut-être tout accorder*. Ah si la pauvre République française allait comme l'École ! Mais il y a loin de la coquille de noix au vaisseau de 120 canons¹⁶ ».

On ne peut s'empêcher d'imaginer que Monge pense déjà à Guyton lorsqu'il pense à « un autre » plus à même d'exercer des « fonctions administratives » Guyton ayant été avocat général au Parlement de la Bourgogne puis procureur syndic de la Côte d'Or¹⁷ avant son passage aux Comités de la Convention. On sait au contraire à quel point Monge a peu apprécié sa charge de ministre de la Marine. Au profil du savant, s'ajoute donc pour Guyton ses qualités d'administrateur et son expérience en politique (député à l'Assemblée législative, Convention nationale, Conseil des 500, membre de nombreuses commissions).

Deshautschamps, Monge... tous deux vivent ou perçoivent le poste de directeur soit comme fatigant, soit purement administratif, mais néanmoins indispensable pour soutenir l'École menacée.

Dans une lettre non datée dont copie figure dans le dossier de Monge¹⁸, ce dernier écrit aux membres du Conseil qu'il est forcé de quitter ses fonctions et qu'il a « cru remplir vos intentions en mettant le gouvernement à portée d'y pourvoir parfaitement, et j'ai invité le citoyen GUYTON, l'un de nos membres, à vouloir bien se charger des

fonctions de chef de l'École ». Guyton est pour Monge le parfait administrateur dont l'École a besoin pour assurer la bonne marche de l'établissement : scientifique, instituteur et membre du Conseil depuis les débuts de l'École, il a eu des fonctions politiques importantes et a montré ses capacités d'organisateur.

Aussi Monge informe le 2 février 1798 (le 14 pluviôse an 6) que compte tenu des circonstances, « où l'École va peut-être recevoir une organisation nouvelle (...) il est impossible que la place de chef ne soit promptement remplacé par intérim. Permettez-moi de vous présenter pour cet objet le Citoyen Guyton. Étant membre du Conseil et instituteur de cette École depuis sa création, *il en connaît parfaitement le régime*, il serait de la plus grande considération et pour ses talents et pour son attachement à la République¹⁹ ».

Médaille représentant Monge, exécuté par P.J. David d'Angers, gravé par Collas. © Collections École polytechnique/Fonds Gaspard Monge

Au moment où Monge choisit Guyton, Prieur est quant à lui au Conseil des Cinq-Cents et défend l'École polytechnique. Il a probablement appuyé le choix de Guyton, et tous deux vont pendant quelques mois travailler ensemble à la défense de l'École avant que Prieur ne quitte ses fonctions

16. AEP, IX GM 1.124 Lettre de Gaspard à Catherine Monge (26 août 1797). Nous soulignons.

17. Fabien Rorgue, « Louis-Bernard Guyton de Morveau, procureur général syndic du département de la Côte d'Or (mai 1790-septembre 1791) », in *Annales Historiques de la révolution Française*, n° 383, 2016, n° 1.

18. AEP, VI 1b2 (1794) dossier Monge.

19. AEP, Dossier Guyton, VI 1b2 (1794), extrait copié de la lettre du 14 pluviôse an 6. Nous soulignons. Peu avant son décès Guyton reçut la visite de Monge (qui habitait rue Bellechâsse à deux pas de son domicile). D'après son biographe Eschassériaux, il aurait été très marqué par des paroles prononcées par le mourant « Je n'ai que peu de moments à vivre : ma mort d'ailleurs arrivera bien à propos. Je leur épargnerai le soin de me trancher la tête ». Bien que n'ayant pas figuré comme Guyton parmi les juges de Louis XVI, Monge fut très marqué par ces paroles (Eugène Eschassériaux, *Vie de Monge*, volume IV, p. 397. AEP, IX GM 30.3).

en mai 1798. Voici ce que Prieur écrivait à Guyton pendant le décisif mois de juillet 1794 : « Pour ce qui est de la besogne que nous avons à faire ici, il est très vrai que nous avons le plus grand besoin de toi. Tu ne saurois croire quel vuide ton absence a laissé dans nos travaux ». Il énumère ainsi de nouveaux aérostats qui se préparent, l'École centrale des travaux publics, les différents cours révolutionnaires, l'artillerie à perfectionner, etc. Et « mille autres choses (...) pour lesquelles tes talents nous sont indispensables, en même temps que ton caractère de représentant du peuple et la grande confiance que le comité a en toi à toutes sortes de titres ». Il rapporte également que Fourcroy « te réclame vivement et je sens qu'il a raison tous nos amis n'ont qu'un cri sur ce point²⁰ ».

Guyton semble donc particulièrement apprécié parmi certains des savants dits « fondateurs » de l'École pour ses différentes capacités de travail.

Informé de sa nomination, Guyton écrit au ministre de l'Intérieur une lettre très officielle qui néanmoins évoque d'une certaine manière sa « ligne directoriale » : souci de voir la réussite l'École, mais évidemment aussi fidélité au Gouvernement « partageant avec ceux qui s'intéressent aux succès de cet établissement, les regrets de le voir momentanément privé d'un chef qui lui est cher à tant de titres, je mettrai toute mon application à justifier la confiance du directoire exécutif²¹ ».

Si l'on en croit Joseph Eschassériaux, gendre de Monge, la nomination de Guyton aurait été une erreur, Guyton ayant rapidement été dépassé par la hauteur de sa tâche, s'attachant à simplement vouloir conserver sa place quoi qu'il en coûtât à l'École : « Nous avons, mon ami, un grand péché à expier c'est celui d'avoir contribué à mettre Guiton à la place de Directeur provisoire ; il ne veut faire et ne veut pas qu'on fasse. La pauvre

École est livrée sans Gouvernail et sans pilote, à toutes les fantaisies des faiseurs. La seule force de son institution la soutient et si tu la retrouves en place, au moins la trouveras tu défigurée et méconnaissable. Chacun desire que Guiton se rendant justice cede le Gouvernail à Deshautschamps qui le reprendrait volontiers en attendant ton retour, mais il croit ce pauvre Guyton que sa place est faite supérieurement en vacant au Conseil une heure par decade et il est aussi content de luy que nous le sommes peu ; il n'en demordra pas »²².

Le ton général de l'ensemble des deux lettres laisse quelques doutes sur l'objectivité d'Eschassériaux : ses jugements personnels sur le personnel politique sont très partiaux : le ministre des relations extérieures (Talleyrand) est l'ami des émigrés, le ministre l'Intérieur (François de Neufchâteau) « a fait pacte avec la bêtise » et celui de la Guerre (Schérer) « a tous les vices et point de vertu ». En fait cette *opinion* émise au tout début de l'arrivée de Guyton ne sera pas vérifiée : il arrivera que Guyton sera effectivement remplacé par Deshautschamps et qu'il sera reconduit à sa place de directeur par Monge lui-même. Par quel canal Eschassériaux obtient-il ces témoignages ? Probablement au salon de Madame Monge²³ mais peut-être aussi directement auprès de ses collègues du Conseil des 500. En tous cas malgré l'impression qu'il donne d'être un témoin de première main – par exemple lorsqu'il évoque Bossut – il ne fait pas partie directement du personnel de l'École et ne peut recevoir ces témoignages que par des tiers.

Ce dont témoignent surtout ces deux lettres, c'est d'un contexte politique difficile et de l'importance du poste de directeur et d'une certaine manière de diriger l'École propre à Guyton, que l'on qualifierait de « légaliste »²⁴ et très différente de celle de Monge.

Ainsi, Monge devenu sénateur, Guyton devient directeur de plein exercice et « reçoit de tous les membres en particulier

20. Lettre de Prieur à Guyton du 15 juillet 1794 (27 messidor an 2), AEP, I 2 (1794). Nous soulignons.

21. Depuis le 30 ventôse an IV, le directeur devait être confirmé par le directoire exécutif. AEP, Dossier Guyton, VI 1b2 (1794), lettre du 7 mars 1798 (17 ventôse an 6).

22. Lettre de Joseph Eschassériaux à Monge, AEP, IX CM 8.7 (2 juillet 1798). Copie de la main de Monge.

23. François Pairault, *Madame Monge, comtesse de Péluse (1747-1846)*, Editions Les Amis de l'Ardenne, 2006 ; p. 63-64.

24. Fabien Rorgue, « Louis-Bernard Guyton de Morveau, procureur général syndic du département de la Côte d'Or (mai 1790-septembre 1791) », in *Annales Historiques de la révolution Française*, n° 383, 2016, n° 1. Patrice Bret, « Guyton de Morveau, la Révolution avec bonhomie ? » *Annales Historiques de la révolution Française* – 2016 – N° 1.

les témoignages de satisfaction d'autant plus pure, que la présence de son prédécesseur rassurait le Conseil sur la crainte de perdre le concours de ses lumières »²⁵.

Fig. 272. — Guyton de Morveau, in : Louis Figuier, *Les merveilles de la science... Paris : Furne, Jouvet et Cie, 1867-1868.*

Les fonctions de directeur d'après les textes réglementaires

Les fonctions du directeur ont largement évolué entre l'arrêté du 26 novembre 1794 (6 frimaire an 3)²⁶ et l'*Organisation de l'École polytechnique* du 20 mars 1796 (30 ventôse an 4), approuvée par le Directoire exécutif. L'arrêté du 6 frimaire plaçait le directeur parmi les administrateurs (« un directeur, deux sous-directeurs, et trois substitués »), cité seulement en seconde position du titre IV « Des agens et leurs fonctions », derrière les instituteurs, alors que l'*Organisation* place la description des fonctions du directeur en première position.

L'arrêté du 6 frimaire chargeait le directeur de la « conduite morale » et du « civisme » des élèves et du personnel, du logement des élèves et de la correspondance avec leurs parents. Il remplissait également des

fonctions proches de celle d'un secrétaire général, chef de l'administration (composée des sous-directeurs et des commis composant les bureaux) en charge des constructions, des approvisionnements, de la comptabilité, des inventaires...

En revanche à partir du 20 mars 1796, dans les missions du directeur vient en premier lieu la « surveillance générale de l'école » et en second lieu les moyens d'atteindre « la plus grande instruction des élèves », c'est-à-dire qu'il doit suivre précisément le progrès des élèves et leur choix de carrière. Il est aussi chargé de superviser l'admission, la sortie, les examens des élèves, leur passage de première en seconde année, la désignation des chefs de brigade. Son rôle en matière de scolarité et de pédagogie est désormais non négligeable.

En troisième lieu le directeur assure les échanges avec le ministre et dirige les différents services de l'École. Enfin, héritage direct de l'arrêté du 6 frimaire, il est là pour donner les bons points ou les mauvais points aux élèves comme aux agents. Il est aidé en cela par les trois administrateurs qui se partagent les fonctions de surveillance, d'approvisionnement, de comptabilité et d'administration des bureaux.

Au sein du Conseil, le directeur doit faire part de tout ce qui intéresse « la situation de l'école dans ses diverses parties » et de tout ce qui vient du ministre (ordres, dépêches...). Président du Conseil, « il provoquera la décision du conseil » quand cela sera nécessaire et « veillera à l'exécution de tout ce que le conseil aura délibéré ».

On le voit, les fonctions du directeur ont assez largement évolué. Sa position hiérarchique s'est nettement élevée, tandis qu'il n'est plus simplement cantonné à l'administration et à la conduite des élèves. Il constitue le relais effectif avec le ministre, préside le Conseil, supervise la scolarité des élèves depuis leur admission jusqu'à leur sortie. À la fin de l'année il doit rendre compte au

25. AEP, X2C 30, PV du Conseil d'instruction, séance du 27 janvier 1800 (7 pluviôse an 8).

26. « Pour ce qui concerne l'administration, le conseil entendra les rapports du directeur sur cette matière (article XXI) ».

ministre de l'année écoulée, sur tous les plans (travaux²⁷, dépenses, situation, progrès des élèves) et établir la demande de fonds pour l'année qui suit.

Son rôle dans la conduite des élèves n'est toutefois pas effacé, comme l'indique le *Règlement relatif à la police et à la discipline des élèves et des chefs de brigade* adopté par le Conseil dans sa séance du 28 brumaire an 7 (18 novembre 1798), pendant son remplacement par Deshautschamps. Le Directeur a un rôle important dans la distribution des différents types de punitions : réprimandes, arrêts et avertissements, et dans le suivi des congés exceptionnels demandés par les élèves pour raisons urgentes ou légitimes.

L'organisation de l'École change encore par la loi du 25 frimaire an 8 (16 décembre 1799), modifiant les fonctions du directeur : obligatoirement choisi parmi les membres du Conseil d'instruction et d'administration il est membre de droit du nouveau Conseil de perfectionnement. Son mandat est porté à trois ans renouvelables. Il est nommé par le ministre de l'Intérieur.

Cette loi élargit théoriquement une partie des missions du directeur : ainsi, les élèves devant déclarer préalablement le service auquel ils se destinent, le suivi de leur choix de carrière (« éclairer le Gouvernement sur les fonctions qu'il serait convenable de leur confier un jour²⁸ ») n'apparaît plus clairement dans les attributions du directeur ; celui-ci devient membre du jury d'admission avec les quatre examinateurs²⁹, ce qui le place en première ligne dans certains cas, comme nous le verrons plus loin.

A compter de la loi du 25 frimaire an 8, le directeur touche un salaire de 2 000 francs, supplément à son salaire d'instituteur qui est de 6 000 f. Avant lui Le Camus bénéficiait d'un traitement de 10 000 francs, réduit par arrêté du 19 frimaire an 4 du ministre de l'Intérieur à 8 000 f³⁰.

Un aperçu du travail du directeur

De Dijon, en plein déménagement d'« une habitation de plus de 30 ans » et sortant de trois jours de fièvre, Guyton écrit aux membres du Conseil pour leur indiquer Deshautschamps comme son remplaçant « dans la circonstance si importante de l'ouverture des examens ». Dans une minute de rapport daté du 13 vendémiaire an 7, du président du Conseil de l'École au ministre de l'Intérieur, il détaille les fonctions que devra remplir son remplaçant, « jusqu'à ce que le Citoyen Guyton puisse les reprendre lui-même à son retour » : « *Les circonstances des examens tant extérieurs qu'intérieurs des élèves, les mesures relatives à ces examens à concerter avec les examinateurs, la formation des programmes, la classification des élèves, les discussions relatives au plan d'enseignement pour l'an 7* sont les principaux motifs qui ont déterminé l'opinion du Conseil sur la nécessité de pourvoir à ce que les fonctions de directeur fussent remplies pendant l'absence du citoyen Guyton par un Citoyen qui réunit *le zèle et l'expérience à la possibilité d'y consacrer tous ses momens*. Le Citoyen Deshautschamps cédant Directeur de l'École a paru réunir tous ces titres à un degré éminents³¹ ».

Guyton et les Conseils : un exercice collectif de la direction de l'établissement

Conseil d'instruction

Avant sa nomination comme directeur par intérim, Guyton avait déjà présidé le Conseil. Il était le signataire des PV des séances des 30 pluviôse, 5 et 15, 20 ventôse an 3. Les PV des séances des 25 floréal, 28 messidor, 8 thermidor (an 3) indiquent qu'en l'absence de Monge c'est Guyton qui le remplace, ce qui indique que le remplacement de Monge par Guyton à un poste de responsabilité de l'École remonte en fait bien plus tôt que l'expédition d'Égypte.

27. Le Journal de l'École polytechnique.

28. Article II du titre IV de l'Organisation du 20 mars 1796.

29. *Rapport sur la situation de l'École polytechnique présenté au Ministre de l'Intérieur par le Conseil de perfectionnement*, Paris, imprimerie de la République, floréal an 9.

30. AEP, VII 1 b, carton n° 1.

31. AEP, Dossier Deshautschamps, VI 1a2 (1796), minute de rapport « Le président du Conseil de l'École polytechnique au Ministre de l'Intérieur ».

Président du Conseil de par ses fonctions de directeur Guyton y a ensuite joué un rôle important. Il est le véritable intermédiaire entre le Conseil et ses interlocuteurs, internes comme externes. C'est donc Guyton qui fait part au Conseil des lettres reçues des différents ministres et qui est chargé par le Conseil d'écrire à ces ministres les décisions, vœux ou réponses du Conseil.

Il est néanmoins impossible, compte tenu de la manière dont ont été rédigés les comptes rendus des séances, de connaître la part prise par Guyton dans les décisions collégiales du Conseil.

Si l'on veut résumer en une phrase le rôle du directeur au sein du Conseil, on se tournera vers le texte de la Résolution du Conseil des Cinq-Cents du 29 nivôse an 6 : « Le chef de l'école présidera le conseil, et tiendra la main à l'exécution de ce qui aura été délibéré »³².

Dans l'organisation de l'École polytechnique à ses débuts, l'exercice de direction de l'établissement était collectif : les professeurs réunis en Conseil constituaient l'autorité suprême, « cooptaient leurs membres et jouissaient d'une grande indépendance dans l'administration de leur école – fait inouï par rapport aux Écoles militaires de génie et d'artillerie de l'Ancien Régime »³³. Même après l'évolution opérée par l'*Organisation* du 20 mars 1796, qui fait du directeur le président du Conseil, les rédacteurs des comptes rendus ne rendent pas compte de l'ensemble des discussions et il est donc impossible de savoir le rôle joué par tel ou tel membre particulier du Conseil.

Le rôle positif joué par le directeur est toutefois clairement identifié dans certains cas, par exemple lorsqu'il rapporte les lettres reçues du ministre ou lorsque le Conseil le charge de mettre en application telle ou telle décision, ou lui confie telle ou telle tâche, comme lors de la séance du 22 ventôse an 6 : « Le Conseil charge les C^{ens} Guyton et

Neveu de presser le Rapport concernant la nouvelle organisation de l'École polytechnique ». Dans le récit de l'année 1799 Fourcy développe l'action du Conseil en faveur des élèves menacés d'être envoyés aux armées. Il est intéressant de préciser que le rôle de Guyton dans cette action est de formuler les intentions du Conseil aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre. Si le Conseil effectivement décide de ce qu'il convient de faire, le directeur ajoute sa touche personnelle, un argumentaire qui tient en plusieurs points : « Je me presse de vous transmettre la délibération du Conseil de l'École polytechnique concernant les conscrits dont la république a intérêt à utiliser les talents (...) le cours de la Révolution nous a fourni de trop nombreuses occasions de prouver le besoin des hommes instruits nous en appelons à votre expérience (...) pour prévenir la perte irréparable dont nous sommes menacés »³⁴. Au ministre de la Guerre quelques jours plus tard il ajoute « Ce n'est pas à vous qu'il est besoin de représenter que les forces du corps s'agrandissent par celle de l'esprit, que les arts sont les leviers qui allongent les bras et que c'est évidemment parce que le service de l'artillerie exige spécialement des connaissances dans ce genre que le Directoire exécutif ouvre cette carrière aux élèves de l'École polytechnique (...).³⁵ ». Lorsque le Premier Consul accorde aux élèves de l'École n'ayant pu être admis dans les écoles d'application, faute de place, une promotion dans les troupes de ligne ou comme élèves commissaires des guerres, Guyton adresse de la part du Conseil une lettre de remerciement au ministre de l'Intérieur Chaptal, qui vient d'être nommé : « Si cette décision est un bienfait signalé du Gouvernement envers les élèves, elle n'en est pas un moindre pour les instituteurs qui se trouvent récompensés de leurs pénibles travaux en acquérant l'assurance d'en voir le fruit consacré tout entier au service de l'État³⁶ ».

Le Directeur peut également proposer au Conseil des mesures propres à la meilleure marche de l'École ; ainsi lors de la séance

32. AEP, I 1 (1798), *Résolution du Conseil des Cinq-Cents du 29 nivôse l'an 6*, p. 11.

33. J. Langins, *op. cit.*

34. AEP, Lettre du directeur au ministre de l'Intérieur du 14 mai 1799 (25 floral an 7), X2C 11.

35. AEP, Lettre du directeur au ministre de la Guerre du 17 mai 1799 (28 floral an 7), X2C 11.

36. AEP, Lettre du directeur au ministre de l'Intérieur du 12 novembre 1800 (21 brumaire an 9), X2C 11.

du 17 brumaire an 10 où Guyton « invite le Conseil à nommer une commission qui serait chargée d'examiner s'il ne serait pas utile de forcer les élèves à se loger dans les environs de l'École. »

Conseil de perfectionnement

Guyton est le premier directeur à assister au Conseil de perfectionnement, dont la première séance se déroule le 23 octobre 1800 : il est aussitôt de nombreuses commissions. Ainsi, il est chargé avec Monge et Gayvernon de présenter le programme d'enseignement de l'École. Avec Berthollet, Fourcroy et Claude-Hugues Lelièvre³⁷ il fait partie en tant qu'enseignant de la commission chargée de préparer le rapport sur l'enseignement de la Chimie. Avec Gayvernon et Dubouchage³⁸, représentant de l'artillerie de marine, il est chargé de la commission sur le règlement de l'École. Enfin il fait partie d'une dernière commission avec Prieur et Lermine pour présenter l'état de répartition des dépenses.

La séance du 19 brumaire an 9 est presque entièrement dédiée à la chimie. Guyton y lit la partie sur l'enseignement de la chimie minérale appliquée aux arts. La commission présente dans un très long développement l'intérêt de cet enseignement – dans sa théorie, sa pratique et son application aux arts – pour les services publics. D'où la présence de trois professeurs chacun chargés d'une branche de l'enseignement.

Guyton a donc largement été mobilisé au cours de la première année d'existence du Conseil. Par la suite son nom revient surtout dans le cadre du rapport annuel du Conseil de perfectionnement qui porte en grande partie sur l'enseignement. Il est par exemple désigné lors de la séance du 2 frimaire an 12 pour faire partie d'une députation composée également du Président et du Secrétaire pour présenter le rapport annuel au ministre de l'Intérieur et au conseiller d'État chargé de l'Instruction publique.

La première année, Guyton informe les personnes désignées pour faire partie du Conseil de perfectionnement de leur rôle et de leurs obligations. Ainsi pour le général Gassendi³⁹ : « Le choix des ministres respectifs pour la formation de ce Conseil s'est dirigé sur ce que la France a de plus distingué par les Lumières et les talents : quel heureux augure pour le succès de l'École polytechnique ! (...) Vous savez C^{en} que l'une des importantes fonctions attribuées à la mission dont vous avez bien voulu vous charger, est celle d'assister à l'examen des candidats qui se destinent à l'artillerie⁴⁰ ».

C'est aussi Guyton qui fait envoyer chaque année le rapport établi par le Conseil, aux ministres, aux personnes en charge de l'instruction publique dans les ministères, aux préfets, aux conseillers d'État, aux journaux et à quelques personnalités choisies. Il assure le bon fonctionnement du Conseil.

Signatures des membres présents lors de la troisième séance du Conseil de perfectionnement le 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800)

37. Lelièvre (1752-1835) est entré à l'Ecole des mines en 1783 (première promotion). En 1795, il rejoint l'Institut dans la classe des sciences mathématiques et physiques. De 1813 à 1832, il est vice-président du Conseil général des Mines.

38. François-Joseph de Gratet vicomte Du bouchage (1749-1821) : il fut sous-directeur de l'artillerie de marine à Brest (1786), inspecteur général de l'artillerie de marine (1792) et ministre de la Marine et des Colonies. Général de division en 1796.

39. Jean Jacques Basilien Gassendi (1748-1828). En 1800 il est général de brigade, il deviendra Conseiller d'État et entrera au Sénat conservateur.

40. AEP, Lettre du directeur au général Gassendi du 30 septembre 1800 (8 vendémiaire an 9), X2C 11.

L'exemplarité de l'« éducation nationale » pour la société.

Au bout de son mandat de trois ans, à la fin de 1802, Guyton est réélu pour trois nouvelles années par le Conseil de perfectionnement qui en informe le gouvernement. Le témoignage est élogieux pour Guyton « un professeur qui réunissoit, à l'éclat d'une grande célébrité dans les sciences, l'habitude des affaires dans toutes les parties de l'administration »⁴¹. Nous avons retrouvé un projet intermédiaire de ce texte, document inédit, corrigé par Berthollet. Ce dernier a supprimé la suite de la phrase, qui continuait ainsi « le talent rare d'apprécier les hommes et les choses, et pouvait par ses talents, ses vertus et son dévouement à la chose publique être proposé pour modèle aux élèves quelque carrière qu'ils puissent embrasser », justifiant ainsi cette correction : « Il m'a paru que l'étendue de la pièce s'écartait un peu trop du protocole des procès-verbaux »⁴².

Aux mois de février-mars 1798 – au moment où Guyton prend l'intérim de Monge – le Directoire exécutif demande au Conseil d'« épurer » les élèves. Déjà en brumaire an 6 (octobre-novembre 1797), Monge avait été sollicité pour l'« épuration » du personnel de l'École⁴³.

Le Conseil se dérobe à l'épuration des élèves, arguant que l'arrêté du Directoire ne l'engage pas à faire lui-même cette tâche⁴⁴. Guyton convoque alors une séance extraordinaire du Conseil, le 4 germinal. Le 2, il a rendu compte du fait qu'il a assisté avec les administrateurs et un grand nombre de professeurs et d'élèves à la célébration de la fête de la souveraineté du peuple du 30 ventôse an 7 sous la bannière de l'Instruction publique. Le 5 germinal, il rédige un rapport au ministre de l'Intérieur, expliquant les raisons pour lesquelles le Conseil, composé des instituteurs et des administrateurs, ne peut effectuer l'épuration : « il [le Conseil] doit être constamment envi-

ronné de toute la confiance, de l'affection entière des élèves ; *l'administration étant toute paternelle, il est essentiel d'en écarter autant que possible les actes de sévérité qui ne tiennent pas à la discipline journalière et habituelle* »⁴⁵.

Il convient d'insister sur cet aspect de représentation et de « modèle » du directeur qui, bien que sous-entendu dans les textes réglementaire, n'en est pas moins important, surtout aux yeux de Guyton : l'exemplarité est à ses yeux essentielle.

L'exclusion d'un élève peut être ainsi justifiée parce qu'il donne mauvais exemple sur les autres et sur son frère : « après avoir épuisé tous les moyens pour le rappeler à ses devoirs (...) le Conseil ne pouvait, sans manquer à son devoir le plus essentiel, laisser subsister un exemple aussi scandaleux pour les autres élèves (...) »⁴⁶.

Dans l'affaire Peyrard, bibliothécaire de l'École, Guyton prend le parti de Lermina, administrateur, accusé par Peyrard d'être la source de tous ses problèmes et de l'avoir calomnié auprès de Guyton⁴⁷. Suite à ces accusations Guyton ne prend pas la défense de Peyrard⁴⁸ et dit au Conseil qu'il est le « scandale de la maison »⁴⁹. En excluant Peyrard de son logement de fonction de l'École, Guyton applique à la lettre l'*Organisation* de 1796 qui indique que le directeur donne aux agents de l'École « les avertissements que leur conduite morale et leur défaut d'assiduité paraîtront devoir exiger ». Mais nul doute que les idées de Guyton sur ce point ne soient en accord avec les textes, si l'on se réfère au *Mémoire sur l'éducation publique* de 1764 sur le rôle des Collèges. Guyton y insiste particulièrement sur la « force de l'exemple et de la fréquentation »⁵⁰.

Les élèves prenant exemple sur le comportement du directeur, des instituteurs et des administrateurs, c'est l'ensemble de la société qui bénéficie de l'exemple donné par

41. Cité par Fourcy, *op. cit.*, p. 272.

42. Cette note datée du 27 pluviôse [an 11] (18 mars 1803) sera classée dans le dossier de Berthollet. AEP, VI 1b2 (1794). Nous soulignons.

43. AEP, X2C 11, lettre du Directeur au ministre de l'Intérieur, 15 novembre 1797 (25 brumaire an 6).

44. AEP, X2C 30, Séance du 22 ventôse an 6 (12 mars 1798).

45. Rapport du Directeur de l'École polytechnique au ministre de l'Intérieur, AEP, IV 4 (1798), dossier Février-mars 1798 épuration des élèves.

46. AEP, Lettre du Directeur à la citoyenne Jeannest, 8 mars 1801 (17 ventôse an 9), X2C 11.

47. Janis Langins, « Histoire de la vie et des fureurs de François Peyrard », *Bulletin SABIX* n° 3, janvier 1989.

48. AEP, Dossier François Peyrard, Mémoire au gouverneur Lacuée, VI 1a2 (1795).

49. Cité par Janis Langins, « Histoire de la vie et des fureurs de François Peyrard », *Bulletin SABIX* n° 3, janvier 1989.

50. Louis-Bernard Guyton de Morveau, *Mémoire sur l'éducation publique : avec le prospectus d'un collège, suivant les principes de cet ouvrage*, 1764, p. 19.

le personnel de l'École, une fois les élèves dispersés par leurs carrières respectives.

Dans le discours que Guyton prononce lors de la séance d'ouverture des cours du 27 novembre 1801, il revient sur l'avantage que la République retire déjà de l'École polytechnique. Guyton cite alors quelques chiffres: « 40 élèves sont sortis de l'École, pour entrer dans la marine (...). Deux ont été choisis à la demande des jurys d'instruction des départements pour remplir des places des professeurs de physique et de chimie, dans les écoles centrales. Douze ont porté dans les ateliers et manufactures, ou dans les grands travaux métallurgiques, les principes et les procédés qu'ils se sont rendus familiers par leurs études, et ont ainsi réalisé les espérances conçues dès l'origine qu'une partie des fruits de cette grande éducation nationale⁵¹ se verserait annuellement dans la société, pour y faire fleurir les arts⁵² ».

Nous retrouvons encore ici certaines des conceptions que Guyton envisageait dans son *Mémoire sur l'éducation*: « mettons les Écoles publiques dans une dépendance plus immédiate du Gouvernement, et (...) bientôt les maîtres (...) ne s'occuperont plus qu'à former des sujets tels qu'ils devront être dans tout le cours de leur vie, quelque profession qu'ils embrassent⁵³ ». Pour Guyton l'instruction porte aussi bien sur les connaissances et leurs applications, que sur les mœurs.

Concrètement dans les Collèges, le « Maître tenteroit inutilement de former le cœur de ses Disciples par les meilleures instructions, s'il souffre le moindre relâchement dans la pratique, s'il ne veille continuellement à leur faire observer les règles qu'il leur prescrit⁵⁴. » « En vain s'efforceroit-il de leur enseigner la probité, l'humanité, l'urbanité et les autres vertus sociales, s'il laisse échapper à leurs yeux quelque acte de partialité, quelque mouvement de passion, quelque moment d'humeur, il détruit en eux tout l'effet du précepte⁵⁵ ».

On retrouve cet aspect moral dans le règlement de police et discipline de l'an 7. L'article 21 indique ainsi: « Servir en tout de modèle aux Élèves; s'élever au-dessus des petites passions, mépriser des mécontentements momentanés, ramener tout à l'ordre et au travail, par les moyens de la douce fraternité, du bon exemple, de la raison, et s'il en était besoin par la fermeté que commande la conscience de ses devoirs; tel est le Chef de brigade parmi les élèves »⁵⁶.

Après la question des mœurs, Guyton revient dans son *Mémoire* de 1764 sur les opinions, qui se distinguent en trois catégories: les vérités des Lois naturelles, qui sont à la portée des enfants, celles qui sont supérieures à la raison, comme la religion et la politique, et enfin il existe les opinions qui « enfantent les différens systèmes ». C'est ici que le maître « doit se proposer d'exercer leur jugement et non de le su[s]prendre, de former des esprits justes⁵⁷ ».

C'est encore dans le discours d'ouverture des cours de la rentrée de 1801-1802 que Guyton revient sur ce thème, à propos des bénéfices que la République retire de l'École: « prévenir les effets ruineux des fausses spéculations, toutes les branches de l'instruction se réunissent ici, pour développer le génie de l'invention, pour ramener l'imagination qui s'égare dans les limites que lui trace la rigueur de l'analyse, pour préparer à la fois l'esprit à saisir rapidement les idées les plus abstraites, et la main à l'habitude d'une facile exécution⁵⁸. »

Les enseignants, l'instruction et l'encadrement des études

« De tout ce qui doit concourir à perfectionner les Collèges, le choix des Maîtres est sans doute le point le plus important, parce que de la pureté de leurs mœurs et de leur capacité, dépend absolument le succès de l'éducation ». Cet extrait⁵⁹ du *Mémoire sur*

51. L'expression d'« éducation nationale » déjà employée dans le discours de 1800 avait été prononcée par Gaspard Monge lors des leçons données aux écoles normales, l'an 3 de la République, et publiées en l'an VII. Voir *Géométrie descriptive. Leçons données aux Écoles normales, l'an 3 de la République*, impr. de Baudouin, Paris, an VII, p. 89.

52. AEP, Discours du 27 novembre 1801, I 2 (1801). Nous soulignons.

53. *Mémoire sur l'éducation publique*, op. cit., p. 33. Nous soulignons.

54. *Ibid.*, p. 27.

55. *Ibid.*, p. 28.

56. AEP, *Règlement et instructions relatifs à la police et discipline parmi les élèves et les chefs de brigade*, IV 5 (1800).

57. *Mémoire sur l'éducation publique*, p. 23.

58. AEP, Discours du 27 novembre 1801, I 2 (1801). Nous soulignons.

59. Louis-Bernard Guyton de Morveau, *Mémoire sur l'éducation publique: avec le prospectus d'un collège, suivant les principes de cet ouvrage*, 1764, p. 80.

l'éducation publique de 1764 indique que Guyton considérait que le choix des enseignants était l'étape la plus importante pour le succès d'une éducation.

Membre de droit du Conseil de perfectionnement on a demandé à Guyton un rapport annuel sur l'enseignement. Ainsi, au cours de la séance du 20 brumaire an 12, Guyton rend compte de l'utilité de l'établissement des chefs d'études, recrutés dans les écoles d'application, mais qui, pour être pleinement efficaces, doivent être en nombre suffisant; les compositions par écrit en cours d'année sont présentées comme l'un des moyens d'accroître l'émulation et l'habitude du travail⁶⁰ et, associées aux interrogations au tableau, sont le moyen « le plus sûr que les professeurs puissent employer pour parvenir à bien connaître les élèves, et pour asseoir le jugement du directeur sur le mérite respectif des élèves »⁶¹. Ces interrogations par écrit sont instituées pour la première fois en 1802 dans un contexte où les examens se font surtout à l'oral et où l'écrit tient peu de place. Un chef d'étude s'interroge⁶²: « Doit-on demander l'exposition de quelque théorie donnée dans le cours, où doit-on proposer des problèmes qui puisse être résolus avec le secours de ce qu'on a vu », « si l'on veut juger de la force des élèves par la copie qu'ils présentent, il faut être sûr que chacun est bien l'auteur des siennes; pour cela il faut empêcher qu'un élève communique avec son voisin », « la 3^e difficulté, c'est de juger la copie. Certes ce n'est pas un petit ouvrage que de comparer à peu près cent cinquante, ou deux cents solutions qui diffèrent en ce que tous les élèves n'ont point résolu le même problème ». D'autre part les fonctions des chefs d'études lui paraissent trop peu en adéquation avec le quotidien des élèves⁶³: il faudrait selon lui augmenter la contribution des chefs d'études aux répétitions de mathématiques et d'analyse afin de gagner le respect des élèves.

Ce ne sont cependant pas les questions méthodologiques et pédagogiques qui vont

handicaper le développement des missions des chefs d'études⁶⁴ et des examens écrits. Guyton a porté avec son équipe (inspecteur et administrateur) l'organisation du recrutement des chefs d'étude auprès des différents ministères, mais ceux venant du Génie et de l'Artillerie éprouvent des difficultés à toucher leurs appointements, les ingénieurs géographes ou des Ponts-et-Chaussées sont rappelés par leurs administrations, ou bien ne peuvent toucher les appointements qui leurs sont dus. En conséquence, le Conseil de perfectionnement constate en 1806 que les compositions écrites n'ont pas les effets attendus mais que les interrogations orales doivent continuer et même être renforcées⁶⁵.

Les chefs de brigade, recrutés par le directeur en fonction de leur capacité et de leur conduite⁶⁶, sont placés sous son autorité et celle des administrateurs⁶⁷. En plus de leur rôle auprès des élèves, ils ont eu une utilité autre. C'est par ce biais que Jean-Baptiste Biot, Francœur et Gay-Lussac sont d'abord recrutés par l'École. Jean-Baptiste Biot sera ensuite recruté en 1799 comme examinateur d'admission, Gay-Lussac comme répétiteur et Francœur comme aide-préparateur puis comme répétiteur.

Le rôle de Berthollet dans le recrutement de Gay-Lussac fut primordial. Mais la direction – donc Guyton – peut faire jouer un certain nombre de mesures pour empêcher le départ de certains élèves à l'armée, notamment grâce à la possibilité pour eux de faire une troisième année, ce qui est le cas pour Gay-Lussac⁶⁸ qui est chef de brigade suppléant en 3^e année pendant six mois entre décembre 1799 et mai 1800⁶⁹.

C'est au cours de la séance du Conseil du 28 décembre 1798 (8 nivôse an 7) présidée par Guyton que pour la première fois dans l'histoire de l'École sont recrutés des répétiteurs. Francœur et Dinet, tous deux anciens élèves de la première promotion de

60. AEP, Registre du Conseil de Perfectionnement, volume 1, p. 163-164, X2C 29.

61. AEP, Registre du Conseil de Perfectionnement, volume 1, p. 127-128, X2C 29.

62. AEP, Soalhat, *Vues générales sur l'École polytechnique*, III 3a (1802).

63. AEP, Soalhat, *Vues générales sur l'École polytechnique*, III 3a (1802).

64. AEP, *Rapport de l'Inspecteur sur la situation de l'École*, 5 mai 1803 (15 floréal an 11), VI 1b1 (1803).

65. Fourcy, *op. cit.*, p. 279-280.

66. Organisation de 1796, *op. cit.*, titre IV, article 2.

67. *Ibid.*, p. 12-13.

68. Maurice Crosland, *Gay-Lussac, savant et bourgeois*, Belin, 1991, p. 34.

69. *Ibid.*, p. 33. Fiche matricule de Louis-Joseph Gay, AEP, X2C 2.

1794, feront une longue carrière à l'École et deviendront examinateurs.

Au départ composé des instituteurs, de leurs adjoints et des examinateurs, le corps enseignant s'est ainsi élargi avec le recrutement de répétiteurs, qui joueront un rôle essentiel pendant tout le ^{xix}^e siècle et une partie du ^{xx}^e siècle. La décision du Conseil de décembre 1798 ne sera cependant pas tout de suite validée par le Ministère: c'est Guyton qui se charge de relancer le Ministre: « Je vous adresse que ces deux citoyens ont rempli leurs fonctions depuis le 1^{er} pluviôse avec le plus grand zèle et un dévouement sans bornes »⁷⁰.

Thenard bénéficie de l'appui de Vauquelin pour son recrutement à l'École polytechnique. Il a aussi bénéficié de l'appui de la direction de l'École pour tenter d'échapper à son incorporation par l'armée. Guyton argumente auprès du ministre de la Guerre: « il est devenu important pour le succès de l'enseignement de s'assurer que le C^{en} Thenard ne sera pas tiré de fonctions aussi importantes et utiles pour être rendu au service des simples mineurs⁷¹ ». Guyton conclut par la demande d'un « congé absolu »⁷². Mais alors qu'il avait bénéficié d'un congé de deux mois signé par Carnot quelques mois plus tôt⁷³, le nouveau ministre Berthier lui refuse son congé absolu⁷⁴.

Le jury d'admission dans les services publics et la défense du « privilège ».

A compter de la loi du 25 frimaire an 8, le jury d'admission en 2^e année et dans les services publics se compose des examinateurs et du directeur, dont c'est l'une des fonctions importantes; il se réunit dans la salle ordinaire du Conseil. Le procès-verbal de séance est ensuite envoyé au ministre de l'Intérieur pour approbation. Les élèves devant déclarer leur choix de service au

moment de l'admission, le jury doit déterminer si les élèves ont l'instruction et les qualités requises pour être admis. Le jury d'admission fait aussi face aux sollicitations des différents services réclamant des élèves de l'École, avant même la clôture de leur scolarité.

Ainsi en l'an 10, le jury est amené à changer la destination de plusieurs élèves d'un service à un autre⁷⁵ pour fournir des élèves pour l'École d'artillerie. Le ministre répond alors⁷⁶ que cela est contraire à la loi du 25 frimaire an 8 et propose un tirage au sort.

Sollicité par le général Marescot, président du Comité de fortification, pour alimenter le génie avec huit élèves de l'École, le jury d'admission est réuni extraordinairement pour trouver le meilleur moyen de répondre à cette demande. Il se trouve sept élèves intéressés pour partir à l'École de Metz avant la fin de leurs études, qui seront jugés aptes par le jury.

Le rôle du directeur est aussi de demander aux différents ministres le nombre de places disponibles dans les différents services. Lorsque le ministre de la Marine annonce qu'il n'y aucune place à l'École d'application des constructeurs de vaisseaux de Paris, Guyton monte au créneau: « aux approches de l'examen nous avons consulté le directeur de l'École qui nous a confirmé publiquement dans l'opinion que 7 places pouvoient être données aux concurrents. En conséquence 14 des meilleurs sujets de l'École se sont présentés à ce concours et ont subi les examens les plus satisfaisans; si ce concours et ces examens se trouvaient sans objet par la suppression entière des places qui étaient promises sous le sceau de la foi publique aux plus méritans d'entre eux, il en résulterait 1° la perte pour l'État de ces jeunes gens (...) 2° le découragement inévitable (...) Pour obvier à cet inconvénient, C^{en} Ministre, il ne s'agirait que d'arrêter que pour l'an 10 il en sera usé comme pour l'an 9 et qu'il sera en conséquence admis

70. AEP, Lettre de Guyton au ministre de l'Intérieur du 13 juin 1799 (25 frimaire an 7), dossier Francœur, VI 2a2 (1794).

71. AEP, Lettre de Guyton au ministre de la Guerre le 18 avril 1801 (27 germinal an IX), X2C 11.

72. AEP, Lettre de Guyton au ministre de la Guerre le 18 avril 1801 (27 germinal an IX), X2C 11.

73. AEP, Lettre du ministre de la Guerre à Thenard, 28 septembre 1800 (6 vendémiaire an 9), IV 1 (1800).

74. AEP, Lettre du ministre de la Guerre au directeur, 9 mai 1801 (19 floréal an 9), IV 1 (1801).

75. AEP, Lermina, *Observations sur le travail du Jury pour l'admission dans les services publics en l'an X*, II 3 (1801).

76. AEP, Lettre du ministre de la Guerre au Directeur, 19 novembre 1801 (28 brumaire an 10), II 3 (1801).

5 nouveau élèves (...) Votre prédécesseur paraît avoir apprécié les suites facheuses de l'exclusion absolue de nouveaux élèves et il promet par sa lettre précitée d'appuyer les observations qui pourraient être faites à cet égard ».

Avant que la loi du 25 frimaire an 8 ne soit adoptée, il n'est pas rare que des recrutements soient effectués sans respecter le texte de la loi 30 vendémiaire an 4. Ainsi de l'admission à l'École des ingénieurs constructeurs d'un élève rayé des contrôles de l'École pour manque d'assiduité, qui incite Guyton à écrire au ministre « j'ai pensé que vous pouviez avoir été induit en erreur et qu'il était de mon devoir de réclamer en faveur des élèves de l'École qui consacrent leurs veilles à se rendre digne de concourir pour leur service »⁷⁷. Lorsque le nombre de place dans un corps est trop réduit, par exemple le Génie militaire, Guyton propose aux élèves des places dans les Ponts-et-Chaussées: « C'est l'intérêt que je prends à ce qui vous regarde qui me dicte la proposition que je vous fais »⁷⁸.

Relations avec les autorités

Le directeur gère les relations avec les autorités municipales et préfectorales concernant la police des élèves, les troubles à l'ordre public, le port de l'uniforme.

Les désordres à l'ordre public dans les théâtres sont l'occasion de plusieurs échanges avec le préfet. On y découvre un Guyton sévère mais juste, et prenant la défense des élèves. Il rapporte les mesures prises à la suite de la lettre du préfet⁷⁹: « Je les ait fait assembler sur le champ (...) et leur faire connaître l'importance pour eux de se conformer strictement à l'article du Règlement sur l'uniforme, ainsi que de respecter les Loix de la décence et du bon ordre dans les lieux publics plus particulièrement à toute la sévérité de la Police (...) Cette

première mesure C^{en} Préfet, a eu l'effet que j'en attendais et les Éléves ont témoigné leur reconnaissance de la sollicitude paternelle qui vous a engagé à m'adresser l'avis qui les intéressait ». Mais Guyton ne se contente pas de cela: il fait réaliser une enquête circonstanciée. Des élèves avaient été apostrophés au théâtre les jours précédents par des cris: « à l'appel l'École polytechnique, allez à l'appel », sous-entendant que les élèves ne respectaient pas leur emploi du temps. Or ce jour-là il n'y avait pas d'appel et certains élèves ont dit « allons mettre les crieurs dans leur tort », mais « les chefs de brigade ont fait leur devoir en détournant leurs camarades », ce qui porte ses fruits puisque « ceux qui s'y sont trouvés, n'ont pas été signalés comme auteurs du trouble ». Guyton ajoute « Un de nos Instituteurs, qui assistait à la même représentation, nous a aussi assuré n'avoir vu aucun de nos élèves sans leur uniforme, mais avoir entendu un quidam crier: Voilà encore un Polytechnique, en désignant une personne étrangère à l'École. » « Ce fait prouverait, Citoyen Préfet, qu'on peut attribuer à nos jeunes gens les fautes d'autrui ». Guyton va plus loin encore dans la défense de ses élèves « Nous réprimerons le goût du spectacle dans nos élèves, C^{en} Préfet, s'il s'y consacraient les 8 soirées qui doivent l'être au travail, mais celle de quintidi et de decadi leur sont laissées pour un délassement nécessaire, et nous sommes bien loin alors de les détourner des bons spectacles. L'art dramatique tient aux belles lettres qui font partie d'une bonne éducation; il tient aussi à plusieurs des sciences que nos élèves cultivent spécialement; il est donc pour eux une nouvelle source d'instruction dont nous pensons qu'il ne faut pas les détourner par des apparences de suspicion ou d'une surveillance spéciale qu'ils n'auraient pas méritée ».

L'année précédente le ministre de l'Intérieur avait transmis par lettre à Guyton des informations du préfet de Police selon lesquelles « les élèves de l'École polytechnique [avaient été] compromis lors des scènes scandaleuses

77. AEP, Lettre du Directeur au ministre de la Marine, 13 mai 1798 (24 floréal an 6), X2C 11.

78. AEP, Lettre du directeur à Treussart, Epailly, Andoucaud et d'Astier, 23 octobre 1799 (1^{er} brumaire an 8), X2C 11.

79. AEP, Lettre de Guyton au Préfet de Police (27 nivôse an 10), X2C 11.

qui ont eu lieu dernièrement dans l'un des spectacles de Paris⁸⁰ ». Guyton répond au préfet et au ministre qu'il avait rappelé le règlement aux élèves mais surtout qu'il avait fait vérifié les faits. Il constate que sur 250 élèves, seuls 10 se trouvaient au spectacle ce soir-là : « cette vérification m'a donné la présomption que ces rapports pouvaient avoir été exagérés en ce qui concerne les élèves. Ils en sont persuadés et ils désirent eux-mêmes que l'on sévise contre le très petit nombre d'entr'eux qui pourraient donner lieu à inculpation contre la très grande majorité qui se conduit de manière irréprochable. » Dans le *Journal des débats* du 13 floréal an 9 on trouvait en effet cette lettre d'un certain Ferrier au rédacteur du journal : « En rendant compte de l'accueil qu'on a fait de la dernière tragédie du cit. Ducis, (...) vous avez omis de parler des élèves de l'École polytechnique, qui se font un jeu de la chute des pièces nouvelles, et vont, armés de pied en cap, au nombre de trois à quatre cents, aux premières représentations, uniquement pour se procurer le plaisir de siffler, etc., etc. ».

Quelques mois plus tard le 21 fructidor an 10, d'autres troubles se déroulent au théâtre français de la République. Un élève est particulièrement accusé d'en être l'auteur et le provocateur. Le préfet demande par lettre au Directeur de « punir ce double délit avec sévérité »⁸¹. Guyton réagit rapidement et écrit au préfet : « Ce jeune homme, ainsi que les autres désignés dans votre lettre ont été sur le champ constitués aux arrêts dans la salle de discipline où ils resteront jusqu'à ce que d'après les renseignements plus précis, le Conseil ait prononcé sur leur punition ultérieure ». Cependant après le recueil des témoignages, il se révèle que les élèves impliqués « ont été forcés »⁸² de prendre part au trouble. L'élève est mis aux arrêts non pas en raison des troubles mais parce qu'il ne portait pas son uniforme, ce qui est puni par le règlement. Le fait qu'il n'avait pas sa « carte » sur lui n'est pas pris en compte.

Guyton n'hésite pas à prendre la plume pour solliciter les autorités. Lorsqu'un mois après l'admission de nouveaux élèves au début de 1799 leurs cartes de sureté n'ont toujours pas été reçues, il relance le Bureau central de la Commune de Paris : « vous nous avez promis de nous les faire repasser dans le plus bref délai revêtu de votre visa mais ne les ayant point encore reçu (...) nous vous invitons à en accélérer l'exécution »⁸³.

Le préfet de Police est aussi sollicité pour défendre la réputation de l'École dont les boutons d'uniformes – dont la distribution est « réservé (...) aux seuls élèves et instituteurs » – sont contrefaits et « vendus à tous venans, nous avons même appris que des jeunes gens s'en sont décorés, soit pour tromper leurs parens, soit dans d'autres vues non moins criminelles ». Guyton donne l'adresse à laquelle on peut se procurer les contrefaçons et conclut : « nous vous prions, C^{en} Préfet, de prévenir les suites fâcheuses de cet abus par tous les moyens »

Défendre l'institution et ses élèves

Conformément à l'article II du titre IV de l'*Organisation* de 1796, le directeur peut faire exclure un élève. Citons par exemple un élève absent depuis plusieurs jours, ayant écrit à l'administration qu'il était malade ; mais Chaussier, médecin de l'École, missionné par Guyton, avait trouvé l'élève parti chez ses parents. Guyton lui écrit alors qu'« étant peu attaché à l'École », il va demander au Conseil sa radiation.

Sur la base des dires d'Arago, qui n'était pas encore à l'École, on a souvent cru que l'épuration de 1798 avait été assez dure⁸⁴. Il convient de modérer cette impression en rappelant que le Ministre de l'Intérieur leur avait offert une « seconde chance » que Guyton avait transmise aux élèves en les rappelant à « l'exactitude de [leurs] devoirs »⁸⁵.

80. AEP, Lettres du directeur au ministre de l'Intérieur et au Préfet de Police (18 floréal an 9), IV 3 (1801).

81. AEP, Lettre du Préfet au directeur du 6 septembre 1802 (19 fructidor an 10), IV 3 (1801).

82. AEP, Registre du Conseil d'Instruction, Séance du 9 septembre 1802 (22 fructidor an 10), X2C 30.

83. AEP, Lettre du directeur aux administrateurs du bureau central du 13 mars 1799 (23 ventôse an 7), X2C 11.

84. *Œuvres complètes* de François Arago, tome 12, sous la direction de M. J.-A. Barral, Paris-Leipzig, Gide-T. O. Weigel, 1859, p. 682-683.

85. AEP, Lettre circulaire du Directeur aux élèves menacés d'exclusion, 9 août 1798 (22 thermidor an 6), X2C 11.

Lorsque les élèves ont des motifs légitimes d'absence, Guyton fait tout pour faciliter leurs examens, ainsi d'un élève malade pendant les examens d'admission dans l'artillerie: « si votre santé était un obstacle insurmontable à ce voyage vous pourriez le faire constater par un procès-verbal en règle (...) je ne doute pas que les autorités constitués de votre domicile ne vous donne toute assistance pour accélérer votre départ aussitôt que votre santé le permettra. La présente leur servira d'inviolation⁸⁶ »

Lorsque les élèves se trouvent retenus par les municipalités du fait de leur incorporation – alors que les examens de sortie approchent, Guyton interpelle le ministre⁸⁷ « Je vous prie en toute grace de me faire connaître la conduite que je dois tenir dans une conjoncture aussi alarmante (...) les élèves destinés aux examens des différents services sont pressés et retenus par les municipalités et envoyés de suite à l'arsenal. Sous quelques jours l'École polytechnique va se trouver dispersée et les examens suspendus s'il n'est pris une mesure prompte et concertée entre vous et le Ministre de la Guerre ». Une solution existe que Guyton rappelle au ministre. Il conclut « voilà, C^{en} Ministre la situation pressante où se trouve l'École polytechnique et sur laquelle je vous demande les ordres les plus expéditifs ». Quelques jours auparavant un élève devant passer les examens pour entrer dans le Génie militaire avait été arrêté: « je viens d'apprendre par les recherches faites à l'arsenal qu'il est déjà parti. Oserai-je vous prier avec toutes les instances possibles de le rappeler pour subir l'examen que vous avez ordonné vous-même.⁸⁸ ». Les élèves conscrits et réquisitionnaires pour lesquels l'École a obtenu qu'ils soient mobilisés dans leur domaine de compétence, c'est-à-dire l'artillerie, restent soumis aux exigences de passer leurs examens. Néanmoins certains commandants tardent à les laisser partir, ainsi le commandant du dépôt d'artillerie de La Fère, qui ne les libère que la veille de leurs examens. Guyton le rappelle à

l'ordre: « Le Ministre de la Guerre, Citoyen Commandant pour remplir les intentions du Directoire exécutif a autorisé les élèves de l'École polytechnique attachés par l'effet de la conscription (...) à se rendre aux examens qui vont avoir lieu incessamment à Paris, et je suis informé que l'ordre vous est parvenu pour leur accorder les permissions nécessaires à cet effet, mais que vous avez pensé ne devoir les expédier qu'à la veille des examens. Permettez moi de vous observer que (...) c'est rompre la balance de l'égalité entr'eux et leurs camarades ». Guyton indique aussi que les élèves d'autres dépôts d'artillerie sont soit déjà arrivés ou déjà partis et demande au commandant de délivrer les permissions pour « empêcher cette injustice ».

Il soutient également la demande de quatre élèves admis dans l'artillerie qui souhaitent rester encore à l'École trois mois pour compléter leur formation. Guyton rappelle que le ministre avait déjà statué favorablement dans un cas semblable: « je crois devoir me réunir à eux pour solliciter cette faveur parce que je suis convaincu qu'ils en tireront un grand avantage »⁸⁹.

La situation des élèves durant l'an 7 est particulièrement difficile; il s'y ajoute le retard dans le paiement de leurs moyens de subsistances. Guyton adresse au ministre de l'Intérieur ses inquiétudes: « je dois mettre sous vos yeux la triste situation où se trouve l'École polytechnique, relativement aux fonds, je ne vous parlerai que des élèves dont la plupart ne subsistent que par le bienfait national et qui depuis 2 mois et demi, n'ont touché aucun traitement (...) les personnes qui les logent menacent de les renvoyer, et ces malheureux jeunes gens se livrent au désespoir (...). Je ne m'étendrai pas sur ce que les Instituteurs ont un arriéré de 4 mois ½ (...) dès le moment que vous savez que les dépenses relatives au traitement des élèves ne sont pas soldées ».

86. AEP, Lettre du directeur au C^{en} Prévôt, élève, 23 octobre 1798 (2 brumaire an 7), X2C 11.

87. AEP, Lettre du directeur au ministre de l'Intérieur, 17 novembre 1798 (27 brumaire an 7), X2C 11.

88. AEP, Lettre du directeur au ministre de la Guerre, 14 novembre 1798 (24 brumaire an 7), X2C 11.

89. AEP, Lettre du directeur au ministre de la Guerre, 29 décembre 1798 (9 nivôse an 7), X2C 11.

Il relaie au ministre de l'Intérieur la demande des élèves de l'École partis en Égypte et qui n'ont pas encore reçus le paiement de leur traitement pendant leur absence: « nous attendons vos ordres (...) si vous croyez qu'il nous reste quelque chose à faire en faveur de ces jeunes gens à qui le gouvernement a donné des preuves d'une flatteuse distinction⁹⁰ ».

Représenter l'École lors de visites de personnalités

Buonaparte/dessiné par J. Guérin,
gravé par J. Fiesinger. © Collections École
polytechnique/Fonds Gaspard Monge

Lorsque Bonaparte visite l'École, il est guidé par Guyton. Il lui montre les salles de stéréotomie. « Le général Bonaparte, qui fréquente le laboratoire du C^{en} Berthollet, est venu un jour voir les salles de stéréotomie; il était conduit par le C^{en} Guyton. Dans la brigade où je me trouvais, il a jeté les yeux sur une épure; il dit que Monge lui avait fait connaître tout cela⁹¹ ». Cette visite a pro-

bablement fait un bon effet à Bonaparte puisque peu après cette visite il fit don de mercure à l'École. Le Conseil chargea Guyton de le remercier: « chacun de nous se plaît encore à trouver dans ce cadeau un témoignage particulier de bienveillance pour l'École, cet établissement que votre suffrage seul pourroit défendre contre les atteintes que de petites vues ou de petites passions ne cessent de lui porter »⁹². Le PV de la séance du 12 thermidor an 6 nous indique que c'est Guyton qui a été autorisé à utiliser le mercure de Bonaparte. Guyton fait d'ailleurs une allusion très claire à cette visite dans son discours à l'ouverture des cours de l'an 7 en présence du ministre de l'Intérieur: « C'est à ceux qui m'écoutent et qui en ont été témoins, à redire combien de fois ils ont vu le héros de l'Italie venir chercher ici des délassements (...) Ils n'oublieront pas sans doute et ne négligeront pas de transmettre ce qu'ils ont entendu de sa bouche, lorsque, parcourant les salles de leurs exercices, considérant les travaux différents dont ils étaient occupés, il les félicitait de cette réunion de connaissances diverses, seul moyen de sortir de la routine des professions, et de rendre à son pays des services éclatants⁹³ ».

Guyton a fait visiter l'École à de nombreuses autres personnalités. Citons par exemple l'ambassadeur de Russie⁹⁴, l'ambassadeur d'Espagne, le ministre de l'Intérieur et le comte de Livourne⁹⁵, futur roi d'Étrurie⁹⁶. L'École polytechnique fait partie des lieux parisiens emblématiques à visiter dans le contexte de la paix obtenue par le traité de Lunéville.

Guyton et ses interlocuteurs dans les cercles du pouvoir.

Le directeur est l'interlocuteur privilégié de l'École et du Conseil vers les instances et personnalités politiques (ministres, directeur, membre du Conseil des 500 ou du Conseil des Anciens).

90. AEP, Lettre du directeur au ministre de l'Intérieur, 29 juin 1802 (10 messidor an 10), X2C 11.

91. AEP, Lettre de Hachette à Monge du 2 avril 1798, cité par Eugène Eschassériaux, *Vie de Monge*, volume III, p. 127. IX GM 30.3.

92. AEP, Lettre du Directeur au général Buonaparte, 8 avril 1798 (19 germinal an 6), X2C 11.

93. « Discours prononcés à l'École polytechnique, le 7 pluviôse an 7, dans la Séance d'ouverture de ses Cours, présidée par le Ministre de l'intérieur », *Journal de l'École polytechnique*, sixième cahier, tome II, Paris, Imprimerie de la république, 1799.

94. AEP, Registre du Conseil, X2C 30, séance du 27 floréal an 9.

95. AEP, Registre du Conseil, X2C 30, séance du 17 prairial an 9.

96. Louis I^{er} de Bourbon (1773-1803), petit-fils de l'Empereur François I^{er}, il se marie à l'Infante d'Espagne, alors alliée de la France.

Une des premières lettres qu'envoie Guyton en remplacement de Monge date du 21 pluviôse an 6 (9 février 1798); il n'est pas encore officiellement directeur mais souhaite intervenir en faveur de l'École auprès d'Ysabeau, représentant aux Cinq-Cents et opposant au « privilège ». Guyton s'est déjà présenté deux fois chez lui de bon matin, mais sans le trouver. Il lui écrit donc une lettre⁹⁷ se rappelant au « souvenir d'un ancien collègue » de la Convention. En effet Monge, avec le Conseil et la commission spéciale des Cinq-Cents, avait préparé un projet de résolution en réponse à l'avis du Comité des fortifications du 25 janvier 1797 qui demandait une réforme de l'École qui lui enlevait en fait toute substance. Ce projet de résolution est présenté par Prieur à l'assemblée le 4 décembre 1797 mais depuis cette date, rien ne se passe. Pour Guyton il s'agit donc de « lui renouveler la prière que lui a faite le C^{en} Monge, de s'occuper aussitôt qu'il lui sera possible, du rapport sur la résolution concernant cette École, et de lui offrir tous les éclaircissements que l'examen de cette affaire pourra lui faire désirer ». Guyton avance plusieurs arguments, notamment sur le civisme des élèves. Il ajoute que « Les élèves qui se destinent à l'artillerie viennent de faire une démarche que vous regardez comme honorable pour l'École, ils ont sollicité et obtenu du Ministre de la Guerre d'avancer l'examen qui ne doit avoir lieu qu'en germinal, afin que ceux qui ne seroient admis puissent prendre part à l'expédition d'Angleterre⁹⁸ ». Ysabeau ne tiendra pas compte de la lettre de Guyton et en avril 1798 rapportera que l'École est viciée à cause du « privilège » qu'elle a d'alimenter les services publics (loi du 30 vendémiaire an IV).

Quand Guyton prend l'intérim de Monge, Prieur est sur le point de quitter la vie politique (il cesse ses fonctions au Conseil des Cinq-Cents le 19 mai 1798): il l'invite à continuer d'assister à titre consultatif aux séances du Conseil⁹⁹. Nous avons la transcription de la lettre que Guyton lui a

envoyée¹⁰⁰. Il écrit au nom du Conseil et revient sur les « services essentiels » rendus à l'École: « vos méditations profondes sur les moyens de perfectionnement et de stabilité à obtenir pour l'École, votre zèle soutenu à combattre ses antagonismes, en profitant néanmoins des leçons, de l'expérience, vos lumières enfin tourneront plus directement à l'utilité publique, lorsque vous voudrez bien les développer parmi les collègues qui en connaissent tout le prix ».

François Barthélemy, in: Louis Blanc, Histoire de la Révolution française, Paris, Dock de la Librairie, [1893], tome 2, page 609.

L'École a comme soutien dans les sphères du pouvoir François Barthélemy, ancien membre du Directoire exécutif, représentant au Conseil des Cinq-Cents. Dans son rapport au Conseil de Cinq-cents du 27 messidor an 7 (15 juillet 1799) il défend un régime spécial pour la conscription des élèves de l'École, suggérant de leur donner un grade de sergent et de reculer leur conscription effective à la fin de leur instruction.

Guyton lui envoie une lettre traduisant les vœux du Conseil:

97. AEP, Lettre du Directeur à Ysabeau, membre du Conseil des Anciens, 9 février 1798 (21 pluviôse an 6), X2C 11.

98. En février 1798 on pense que l'expédition préparée par Bonaparte se porte sur l'Angleterre. Ce sera l'Égypte.

99. Georges Bouchard, *Un organisateur de la victoire, Prieur de la Côte d'or, membre du comité de salut public*, Paris, Librairie historique R. Clavreuil, 1946, p. 284.

100. AEP, Lettre de Guyton à « Prieur, ex-membre du Conseil des 500 », 28 mai 1798 (9 prairial an 6), X2C 11.

« le législateur républicain qui a travaillé pour l'utilité publique a déjà reçu le prix de ses efforts par le sentiment intime d'avoir rempli le vœu de son cœur, mais il n'est pas insensible au plaisir de voir son travail accueilli par le suffrage unanime de ses collègues et applaudi par tous les hommes qui se piquent de lumières et de goût pour les Sciences.

Si tel est, citoyen, l'impression générale que votre discours (dans la séance d'hier) a produit sur les esprits, les membres de l'École ont du y joindre le sentiment plus vif de la reconnaissance. Veuillez bien en recevoir l'hommage par mon organe, ainsi que l'assurance de tous nos efforts pour justifier de plus en plus le témoignage éclatant dont vous nous avez honoré¹⁰¹ » (18 juillet 1798).

Comme l'écrivait Emmanuel Grison, « Guyton savait utiliser, même dans une correspondance banale, les relations et les amitiés anciennes pour mieux attirer l'attention sur l'objet de sa démarche »¹⁰².

Le Directoire exécutif

Dans les archives de l'École ne figurent que la copie d'une lettre envoyée au directoire exécutif qui concerne sa fin de fonction uniquement, l'arrivée à Paris de Monge de retour d'Égypte étant proche¹⁰³. Guyton y dresse non pas le bilan de son action personnelle mais celui de l'École. La lettre rappelle d'abord les circonstances de son arrivée: « j'ai accepté la direction de cet important établissement ». Il présente ensuite la grande qualité du personnel (agents de l'administration et instituteurs), qui se traduit essentiellement par un « zèle ardent » à remplir les missions de l'École, lieu privilégié non seulement de l'instruction scientifique des élèves au bénéfice du Gouvernement (la « prospérité de la République ») mais aussi d'une éducation que

l'on pourrait qualifier de « civique » (« l'affermissement des principes républicains dans les jeunes cœurs confiés à notre surveillance »). Guyton conclut sur l'espoir que le gouvernement saura apprécier ce bilan, qui après tout bénéficie à l'ensemble de la société: « Puissent nos effets et nos succès attirer les regards paternels d'un gouvernement qui sait si bien apprécier et seconder les sources du bonheur public ».

La tutelle

Pour la période comprise entre l'arrivée de Guyton et son remplacement par un gouverneur, les archives conservent la copie de 167 lettres envoyées aux différents ministres de l'Intérieur: François de Neufchâteau, Quinette, Laplace (quand Monge revient brièvement fin 1799), Lucien Bonaparte, Chaptal. Ces lettres concernent tous les objets relatifs à la marche de l'École: équipement (bibliothèque, laboratoires, collections scientifiques, impressions, travaux, uniformes); budget et dépenses; recrutement, exclusion, paiement des élèves; concours et examens.

François de Neufchâteau, in Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française, Paris, Dock de la Librairie, [1893], tome 1, page 617*

101. « Le directeur au Cénarthelem représentatif du Peuple au Conseil des 500 », 17 juillet 1798 (29 messidor an 6), X2C 11.

102. Emmanuel Grison « Les premières attaques contre l'École polytechnique... », *op. cit.*

103. AEP, lettre du 20 novembre 1799 (29 brumaire an 8), X2C 11. Nous soulignons. L'originale de la lettre est conservée aux Archives nationales AF/III/273.

Le retour de Monge étant proche, Guyton présente au ministre de l'Intérieur une sorte de bilan : « j'ai la satisfaction, citoyen ministre, de pouvoir vous assurer que pendant la durée de cette honorable mission, l'établissement a reçu une amélioration remarquable soit dans l'enseignement soit dans le succès des élèves, soit enfin dans la police et l'ordre intérieur, et qu'il mérite plus que jamais d'inspirer l'intérêt et la bienveillance d'un ministre éclairé »¹⁰⁴.

Lorsque Chaptal est nommé ministre de l'Intérieur, le 16 brumaire an 9, Guyton profite de l'opportunité de cette nomination pour demander un entretien particulier sur l'École polytechnique avec son collègue professeur de chimie, ce qu'il n'avait pas fait lors de la nomination des précédents et autres ministres. La lettre qu'il lui écrit est l'une des rares qui comporte un post-scriptum. Bien que rédigée dix jours après l'arrivée de Chaptal au ministère, Guyton écrit : « je me suis refusé la satisfaction de saluer le C^{en} Chaptal à son entrée au Ministère, pour ne lui pas prendre des momens précieux, j'espère en retrouver l'occasion en réclamant une part dans sa sollicitude pour une institution qui a tant de motifs de se féliciter de se trouver dans ses attributions »¹⁰⁵.

L'ouverture des cours de l'École a donné lieu sous Guyton à plusieurs séances solennelles – au moins trois – en présence du ministre de l'Intérieur. Le discours prononcé à l'ouverture des cours du 7 pluviôse an 7 (26 janvier 1799) a été publié dans le Journal de l'École polytechnique. Fourcy en a donné deux extraits¹⁰⁶ : l'un vantant les mérites de la loi du 30 vendémiaire an 4 (le privilège)¹⁰⁷ et l'autre étant une apologie de Monge. Mais Guyton y liste également les diverses avancées dans l'organisation de l'École au cours de l'année passée : adoption de l'uniforme, d'un règlement de discipline intérieur, la création de deux postes de répétiteurs pour l'analyse¹⁰⁸, composition du jury d'admission, examen portant sur l'ensemble du cours... Le « privilège »

est présenté par Guyton comme un moyen de rapprochement entre les Corps et d'y « porter les lumières qu'ils [les élèves] y ont acquises ».

Pour l'ouverture des cours de l'an 7, Guyton invite au nom du Conseil le ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau, lequel, en réponse au discours du directeur, indique que « le citoyen Guyton a reçu de l'estime nationale la direction de cet établissement, justement placé au premier rang de l'instruction publique ». Plutôt homme de lettres à l'origine, François de Neufchâteau reconnaît le « pouvoir que l'étude des sciences exerce sur la moralité de l'homme. Elle ne dessèche point le cœur » et donne la richesse aux États, l'excellence de l'art de la guerre et combinées aux arts utiles, conduit les nations à la « suprême puissance ».

En 1800 et 1801, on suppose que Guyton a invité directement Chaptal de sa propre initiative. On trouve en effet dans le registre de la correspondance du directeur pour l'an 10 une lettre du 3 frimaire à Chaptal « Permettez-moi de vous rappeler la promesse que vous m'avez faite de présider à l'ouverture des cours (...) si vous voulez bien me confirmer cette promesse, je me porte garant de ses heureux effets ». Cette lettre fait suite à une rencontre entre Guyton et Chaptal dont on trouve trace en note manuscrite d'une lettre reçue par Guyton¹⁰⁹ : « je demandais hier au ministre de l'Intérieur le jour et l'heure pour la séance d'ouverture (...) il serait bon de le lui rappeler par écrit ». Lors de l'ouverture des cours de 1800, Chaptal venait d'être nommé ministre de l'Intérieur. Lors de l'ouverture des cours de 1801 la Société d'encouragement à l'industrie nationale vient d'être créée (31 octobre 1801). Guyton y participa dès l'origine dans la commission des « arts chimiques » et Chaptal en est le premier président. Guyton profite de ces deux occasions pour tenir un discours allant dans le sens de l'action de son ministre. Lors du discours de 1800, Guyton – comme en l'an 7 – reconnaît les

104. AEP, Lettre du directeur au ministre de l'Intérieur Quinette, 21 octobre 1799 (29 vendémiaire an 8), X2C 11.

105. AEP, Lettre du directeur à Chaptal ministre de l'Intérieur (26 brumaire an 9), X2C 11.

106. Ambroise Fourcy, *Histoire de l'École polytechnique*, 1828, réédition Belin, 1987, p. 163-164.

107. Nous avons évoqué plus haut la référence à la visite de Bonaparte dans les salles de travaux pratiques.

108. Franceur et Dinet nommés le 21 décembre 1798.

109. AEP, Lettre de Lermina au directeur, 21 novembre 1801 (30 brumaire an 10), III 3a (1801).

mérites du ministre de tutelle. En 1801 – présence de Chaptal oblige – il insiste sur un sujet qui intéresse directement le Ministre, le développement de l'activité économique et industrielle, à laquelle les élèves participent, une fois dispersés par leurs carrières respectives.

Le directeur a aussi comme interlocuteur au ministère de l'Intérieur le directeur de l'Instruction publique. Jusqu'en septembre 1799 il s'agit de Venceslas Jacquemont, à la tête de la cinquième division de l'instruction publique du ministère de l'Intérieur¹¹⁰, membre correspondant de l'Institut depuis 1796 et collaborateur de la *Décade philosophique*. Pierre-Louis Roederer lui succède : membre de l'Institut (sciences morales et politiques), puis conseiller d'État, il est président de la section de l'Intérieur. 48 lettres sont envoyées à Jacquemont et Roederer. Si l'on ajoute les lettres envoyées à Fourcroy, c'est un total de 156 lettres envoyées aux directeurs de l'Instruction publique¹¹¹. Depuis le mois d'avril 1802, par arrêté des Consuls, l'École ne dépend plus de la 4^e division du ministère de l'Intérieur mais dépend directement du conseiller d'État chargé de l'instruction publique¹¹². Fourcroy sera véritablement un allié de Guyton. Il ne pourra pas tout faire mais fera en sorte d'agir en faveur de l'École polytechnique dans la mesure du possible, parfois avec l'appui de Chaptal. Ainsi lorsque le Premier Consul demande à l'École polytechnique de lui fournir « des sujets pour servir dans l'armée en qualité d'officiers¹¹³ », Fourcroy indique que le ministre de l'Intérieur a rappelé que l'on pourrait plutôt trouver ces sujets parmi les candidats malheureux à l'admission « que le jury regrette de ne pouvoir admettre¹¹⁴ ». La mesure est adoptée en 1804, mais c'est le gouverneur Lacuée qui gèrera ce dossier à compter du concours de 1804. Les admissibles à l'École polytechnique, mais non retenus faute de place, peuvent solliciter une place à l'École spéciale militaire de Fontainebleau¹¹⁵.

Roederer, in Gaston Boissier, Gaston Darboux, Georges Perrot... [et. al.], L'Institut de France, Paris: H. Laurens, 1907.

L'École polytechnique dépend aussi beaucoup des décisions prises au ministère de la Guerre. Lorsque Carnot obtient pour quelques mois le portefeuille de la Guerre, il est sollicité par Guyton le 8 juin 1800¹¹⁶ pour offrir aux élèves de l'École polytechnique un nombre suffisant de places dans le Corps du Génie. Carnot répond le 26 juin qu'il veut donner vingt places au lieu de dix et qu'il va solliciter une loi pour porter le nombre des élèves du Génie à quarante¹¹⁷. Ce projet ne sera pas validé par la section des finances du Conseil d'État¹¹⁸, décision rendue le 5 octobre, soit trois jours avant le remplacement de Carnot par Berthier. Néanmoins cette initiative ne restera pas vaine car quelques jours plus tard le Premier Consul, sur le rapport de Carnot, accorde aux élèves de l'École polytechnique qui n'auront pu être admis faute de places dans les écoles d'application, le grade de sous-lieutenant dans les troupes de lignes ou une place d'élève commissaire des guerres¹¹⁹.

110. Dominique Margairaz, François de Neufchâteau: une biographie intellectuelle, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 360.

111. Les relations entre Guyton et Fourcroy conseiller d'Etat chargé de la direction de l'Instruction publique seront abordées plus précisément lors du colloque Guyton de Morveau organisé par l'Académie des Sciences, arts et belles-lettres de Dijon (Dijon, 18-19 novembre 2016).

112. AEP, Lettre de Roederer à Guyton, 25 germinal an 10 (15 avril 1802), IV 1 (1802)

113. Lettre de Fourcroy au directeur de l'École polytechnique, 11 ventôse an 12.

114. Lettre de Fourcroy au directeur de l'École polytechnique, 11 ventôse an 12.

115. On trouvera des dossiers sur ces admissibles proposés pour l'École de Fontainebleau (future Saint-Cyr) pour les années 1804, 1806, 1807, 1808, 1809 et 1813 (AEP, II 3).

116. Cette lettre de Guyton ne figure pas dans le registre des correspondances envoyées mais Carnot y fait référence dans sa réponse.

117. AEP, Lettre de Lazare Carnot à Guyton, 26 juin 1800 (7 messidor an 8), IV 1 (1800).

118. AEP, Rapport au Conseil d'Etat par la section des finances le 30 septembre 1800 (8 vendémiaire an 9), IV 1 (1800).

119. AEP, Lettre de Lacuée à Guyton, 26 octobre 1800 (4 brumaire an 9).

Juillet 1804 : Guyton remplacé par un Gouverneur et un directeur des études

Après son passage à l'École polytechnique, Le Camus est rappelé par le ministre François de Neufchâteau pour diriger la seconde division du ministère de l'Intérieur, Deshautschamps est admis à la retraite tandis que Monge devient sénateur. Toutefois l'époque n'est plus la même.

Le 12 thermidor an 12, deux lettres sont envoyées à Guyton : l'une pour lui indiquer que le ministre le nomme directeur en attendant que Napoléon ait désigné un gouverneur, l'autre pour lui transmettre le décret impérial du 27 messidor an 12 et celui qui nomme Lacuée gouverneur.

Buste de Lacuée,
© Collections École polytechnique

On trouve dans le dossier de Guyton la minute non datée d'une proposition pour nommer Guyton de Morveau Commandant

en second directeur des études. La proposition rappelle que Guyton est membre de l'Institut, instituteur de l'École dès l'origine, « aimé, estimé de ses confrères ». On rappelle même qu'il est ancien avocat général au parlement de Dijon, et membre de la Légion d'honneur. Cette minute est de la main de Lacuée et s'adresse au maréchal Louis-Alexandre Berthier. Guyton de Morveau est donc le premier, à l'âge de 67 ans, à avoir été proposé comme directeur des études, poste si important dans l'histoire de l'École polytechnique, depuis 1804 jusqu'aux années 1960. Finalement le choix se portera sur Gay-Vernon qui est le second choix figurant dans cette proposition.

Conclusion

Les réorganisations de l'École ont eu lieu tandis que Guyton n'était pas directeur. La réorganisation de décembre 1799 vient de Prieur, Laplace, ministre de l'Intérieur, et Monge si, comme le rapporte Eschassériaux, « ses relations avec le général Bonaparte et sa situation dominante à l'école, dont il venait de résigner volontairement les fonctions de directeur, lui donnaient toute espèce de titre pour réclamer ces améliorations. L'Empereur le témoignait en disant à Sainte-Hélène que l'École polytechnique avait été réorganisée par Monge après le 18 brumaire ».

Ainsi Guyton a hérité d'une organisation faite par d'autres, mais n'a pas influencé directement l'organisation de l'École, sauf en tant que commissaire, en 1794. Capitaine tenant ferme la barre, donc. Si son profil le rapprochait plus de Monge que des trois premiers directeurs, il ne bénéficie pas d'un lien direct à Bonaparte, mais en revanche peut bénéficier des relations privilégiées avec Chaptal, ministre de l'Intérieur, et Fourcroy, conseiller d'État pour l'Instruction publique.

Guyton a constamment défendu les élèves de l'École, mais sait également renvoyer ou punir si nécessaire. Il a toujours défendu le privilège de l'École face aux recrutements abusifs, même si parfois les autorités au final passaient outre. Il a fait bénéficier l'École de ses anciennes relations par exemple avec Lazare Carnot au ministère de la Guerre ou Fourcroy à la Direction de l'Instruction publique du ministère de l'Intérieur dont Chaptal avait le portefeuille.

Pour Guyton, qui a connu l'École de Mars, l'École de Meudon, qui a présidé et siégé au Comité de Salut Public, il n'est pas dénué de sens d'envoyer des élèves aux armées lorsqu'elles en avaient besoin, et même avant la fin de leur scolarité. En revanche ce qui l'était, c'était d'envoyer des élèves de l'École comme simples soldats, ou d'en envoyer un nombre tel que cela désorganiserait complètement l'enseignement de l'École.

C'est peut-être pour cette raison que Guyton est resté en poste pendant plus de cinq ans, ayant reçu trois fois la confiance du Conseil de l'École et du Gouvernement : pour assurer l'intérim, puis le remplacement de Monge, et le renouvellement de son propre mandat de directeur. Le poste de directeur n'était pas non plus de tout repos : qui d'autre que Guyton pour assurer la marche de l'École ? Malgré les critiques – dont on trouve écho dans les lettres d'Eschassériaux à Monge – il a finalement emporté l'unanimité au sein du Conseil, et il avait toute la pratique nécessaire des cercles du pouvoir.

Il a souvent été dit que Napoléon avait caserné l'École à cause de l'indiscipline qui y régnait – sous-entendu le laisser-aller de l'administration – et de l'agitation que les élèves causaient aux spectacles. Il convient de rappeler que dans la plupart des cas, l'agitation avait largement été exagérée par la presse et que le règlement avait été appliqué concernant les punitions de rigueur. Nous avons aussi vu que Guyton lui-même avait proposé au Conseil de rapprocher le logement des élèves de l'École. Le casernement aurait en fait été d'abord une mesure conforme aux convictions personnelles de Napoléon sur le rôle de l'armée dans la création d'une société nouvelle, et une mesure indissociable du paiement par les élèves d'une pension, ce qui permettait de faire à l'État d'énormes économies¹²⁰. Le casernement ne fera d'ailleurs pas cesser les troubles au théâtre¹²¹.

Monge étant apparemment désintéressé par la part administrative du travail, mais Guyton ayant exercé des responsabilités gouvernementales et administratives, qui pouvait mieux que lui comprendre les décisions du gouvernement et en même temps les contraintes de l'École ? Son passé d'ancien avocat du Parlement en faisait le défenseur des lois régissant le régime de l'École polytechnique.

120. Thierry Tesson, *Les polytechniciens de 1804 à 1815*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la dir. de Jean-Paul Bertaud, Université Paris 1, 1989, p. 15-19.

121. *Ibid.*, p. 47.